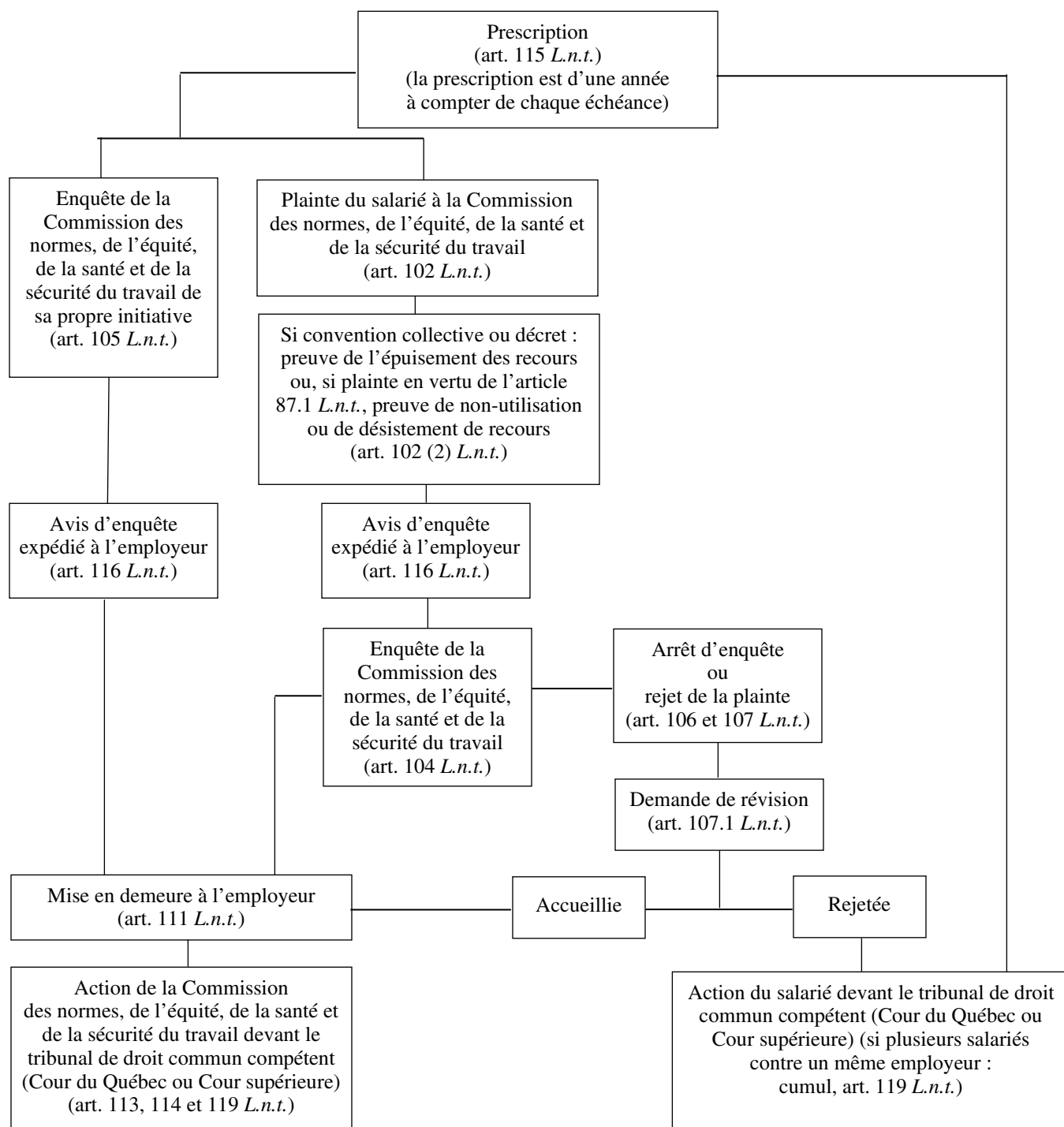


RÉCLAMATION PÉCUNIAIRE

(art. 98 à 121 *L.n.t.*)



**RECOURS À L'ENCONTRE D'UNE
PRATIQUE INTERDITE
(art. 122 et 122.1 *L.n.t.*)**

Plainte auprès de la **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)** ou du **Tribunal administratif du travail (TAT)** dans un délai de 45 jours de la pratique interdite (en matière de plainte pour mise à la retraite, le délai est de 90 jours)
(art. 123 et 123.1 *L.n.t.*)

Médiation (CNESST)
(avec l'accord des parties; art. 123.3 *L.n.t.*)

Règlement

Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail défère la plainte au **Tribunal administratif du travail**
(si absence de règlement, art. 123.4 *L.n.t.*)

Conciliation prédécisionnelle
(avec l'accord des parties, art. 21 *L.i.T.a.t.*)

Audition de la plainte (art. 123.4 *L.n.t.*) par le
Tribunal administratif du travail

FARDEAU DE LA PREUVE

DU SALARIÉ
(pour établir la présomption)
(art. 123.4 *L.n.t.* et art. 17 *C.t.*)

Salarié au sens de la *Loi sur les normes du travail*
Exercice d'un droit résultant de la
Loi sur les normes du travail
Visé par une mesure prévue aux articles 122 et 122.1 *L.n.t.*
Concomitance entre l'exercice du droit et la mesure
Dépôt de la plainte dans le délai requis

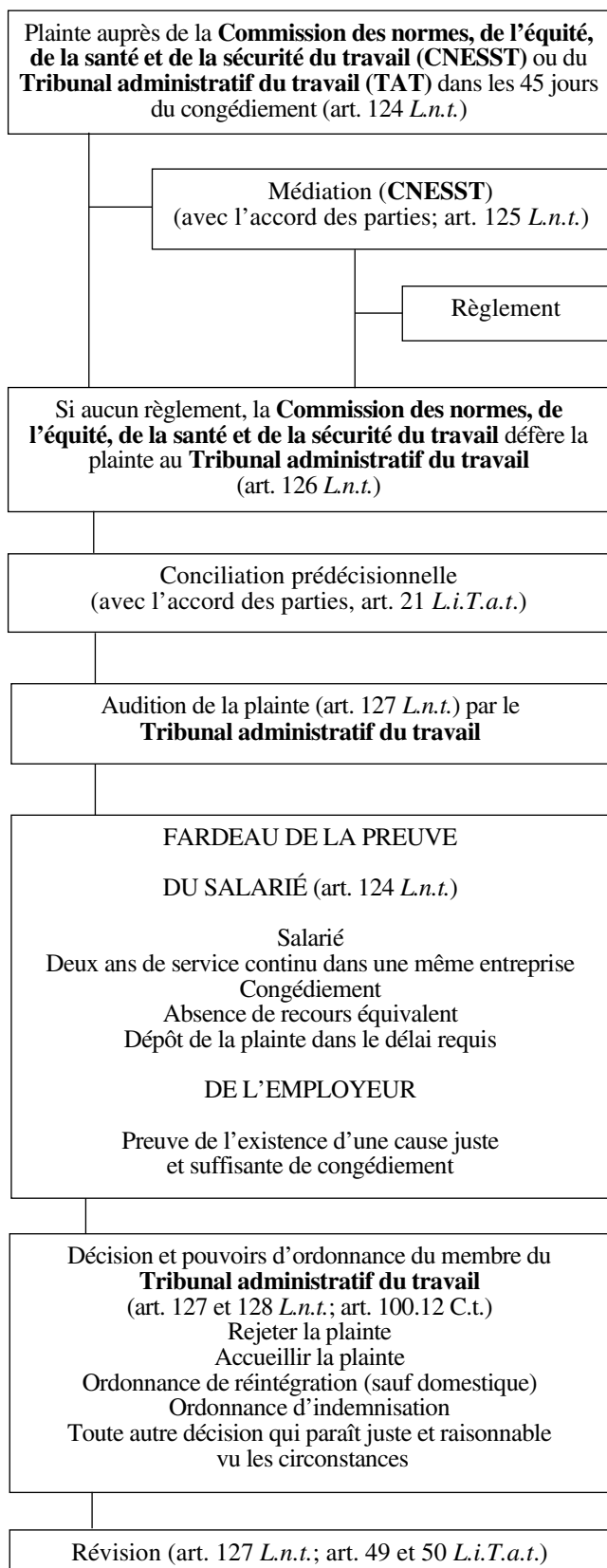
DE L'EMPLOYEUR
(pour renverser la présomption)
(art. 123.4 *L.n.t.* et art. 17 *C.t.*)

Établir que la mesure prise l'a été pour une cause juste et
suffisante, autre que l'exercice d'un droit prévu à la
Loi sur les normes du travail

Décision et pouvoirs d'ordonnance du
Tribunal administratif du travail
(art. 123.4 *L.n.t.* et art. 15 *C.t.*)
Rejeter la plainte
Accueillir la plainte
Ordonnance de réintégration (sauf domestique)
Ordonnance d'indemnisation
Ordonnance d'annulation ou de cessation de la sanction

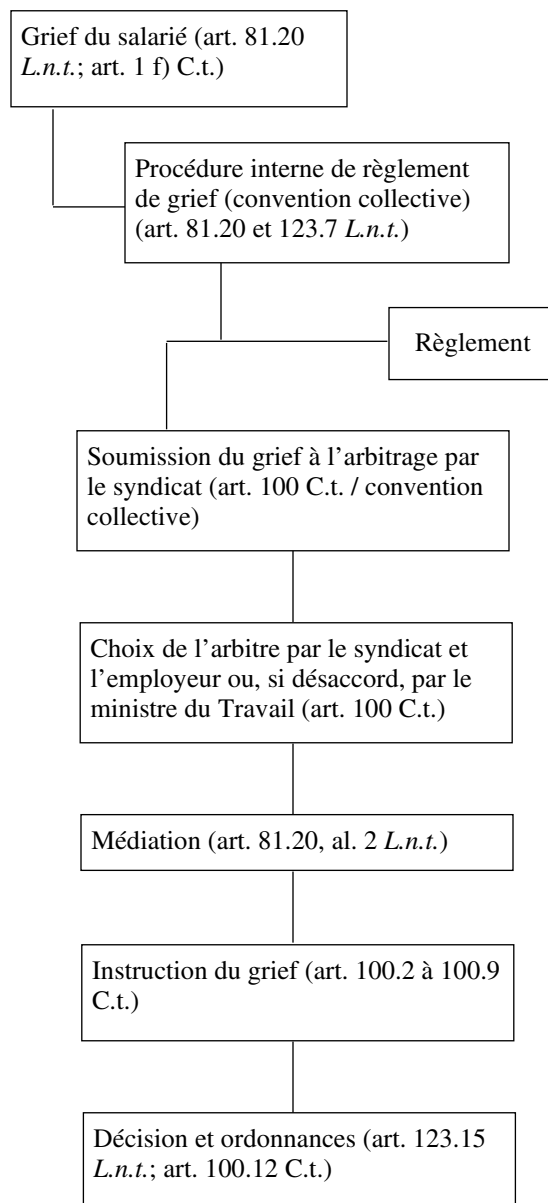
Révision (art. 123.4 *L.n.t.*; art. 49 et 50 *L.i.T.a.t.*)

**RECOURS À L'ENCONTRE D'UN
CONGÉDIEMENT SANS CAUSE
JUSTE ET SUFFISANTE (art. 124 *L.n.t.*)**



RECOURS EN CAS DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE (art. 81.18 et 81.19 *L.n.t.*)

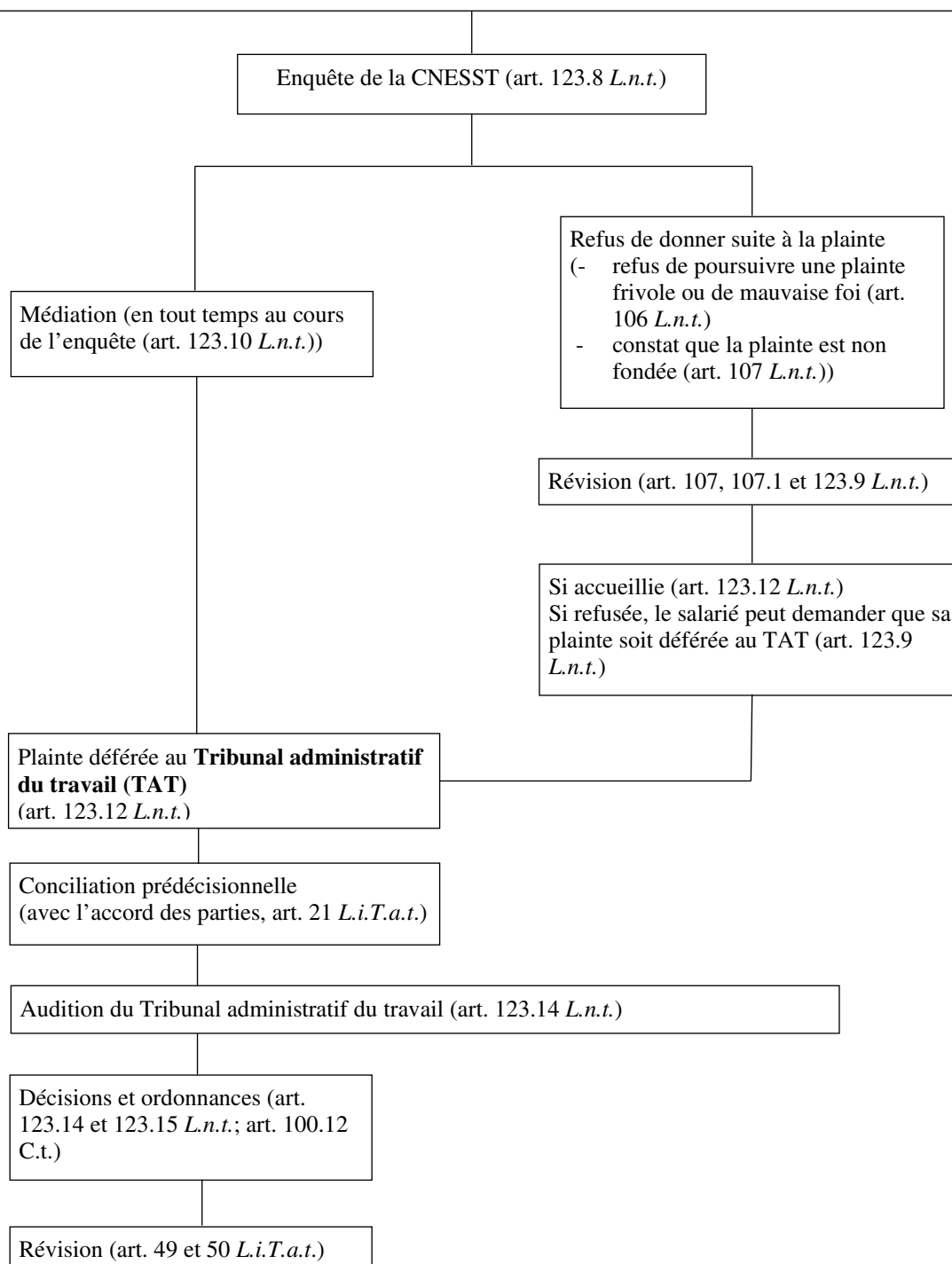
Salarié visé par une convention collective



RECOURS EN CAS DE HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE (art. 81.18 et 81.19 *L.n.t.*)

Salarié non visé par une convention collective

Plainte par un salarié ou par un organisme sans but lucratif de défense des droits des salariés à la **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)** dans un délai de 2 ans de la dernière manifestation de la conduite reprochée (art. 123.6 et 123.7 *L.n.t.*)



RECOURS À L'ENCONTRE DE CERTAINES DISPARITÉS DE TRAITEMENT
(art. 87.1 et 121.1 *L.n.t.*)

Plainte par un salarié ou par un organisme sans but lucratif de défense des droits des salariés à la **Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)** dans un délai de 12 mois de la connaissance de la distinction (art. 121.1 *L.n.t.*)

Enquête de la CNESST (art. 121.3 *L.n.t.*)

Médiation (en tout temps au cours de l'enquête (art. 121.3 et 123.3 *L.n.t.*))

Refus de donner suite à la plainte
(- refus de poursuivre une plainte frivole ou de mauvaise foi (art. 106 *L.n.t.*)
- constat que la plainte est non fondée (art. 107 *L.n.t.*))

Révision (art. 107, 107.1 et 121.4 *L.n.t.*)

Si accueillie (art. 121.5 *L.n.t.*)
Si refusée, le salarié peut demander que sa plainte soit déférée au TAT (art. 121.4 *L.n.t.*)

Plainte déférée au **Tribunal administratif du travail (TAT)** (art. 121.5 *L.n.t.*)

Conciliation prédécisionnelle (avec l'accord des parties, art. 21 *L.i.T.a.t.*)

Audition du Tribunal administratif du travail (art. 121.7 *L.n.t.*)

Décisions et ordonnances (art. 121.8 *L.n.t.* et 100.12 *C.t.*)

Révision (art. 49 et 50 *L.i.T.a.t.*)

RECOURS À L'ENCONTRE D'UN CONGÉDIEMENT INJUSTE (art. 240 C.c.t.)

Plainte auprès du chef de la conformité et de l'application dans un délai de 90 jours qui suivent la date de congédiement (art. 240 (2) C.c.t.) (possibilité de prorogation autorisée par le chef si la plainte, déposée dans le délai, a été faite auprès d'un fonctionnaire que le plaignant croyait à tort être habilité à la recevoir ou dans les autres cas prévus par règlement (art. 240 (3) C.c.t.))

Possible demande à l'employeur des motifs du congédiement par le plaignant ou l'inspecteur (art. 241 (1) C.c.t.)

Déclaration de l'employeur dans les 15 jours de la demande (art. 241 (1) C.c.t.)

Conciliation du chef (art. 241 (2) C.c.t.)

Règlement

Échec de la conciliation / Demande écrite du plaignant de saisir le conseil canadien des relations industrielles du dossier (art. 241 (3) C.c.t.)

Le conseil est saisi du dossier (art. 241 (3) C.c.t.)

Le conseil peut suspendre l'analyse de la plainte s'il est convaincu que le plaignant doit prendre des mesures pour mener à bien l'examen de la plainte (art. 241.1 (1) C.c.t.)

Le conseil peut rejeter en tout ou en partie une plainte qui ne relève pas de sa compétence, qui est futile, vexatoire ou faite de mauvaise foi, qui a déjà fait l'objet d'un règlement ou encore que le plaignant dispose d'un autre recours (art. 241.2 (1) C.c.t.)

FARDEAU DE LA PREUVE DU PLAIGNANT

- Être un employé
- Avoir été congédié
- Ne pas être un directeur (art. 167 (3) C.c.t.)
- Doit avoir complété 12 mois de service sans interruption auprès du même employeur
- Ne doit pas faire partie d'un groupe d'employés soumis à une convention collective
- N'a pas été mis à pied par suite d'un manque de travail ou de la suppression d'un poste (art. 242 (3.1) a) C.c.t.)
- Absence d'une autre procédure de redressement prévue dans le Code canadien du travail ou dans toute autre loi fédérale (art. 242 (3.1) b) C.c.t.)

DE L'EMPLOYEUR

Établir que l'employé a été congédié pour une cause juste et suffisante

Décision et pouvoirs d'ordonnance du conseil (art. 242 (4) C.c.t.)

- Rejeter la plainte
- Accueillir la plainte
- Ordonnance de réintégration
- Ordonnance d'indemnisation (équivalente au maximum du salaire que le plaignant aurait normalement gagné s'il n'avait pas été congédié)
- Autres ordonnances jugées équitables et de nature à contrebalancer les effets du congédiement ou à y remédier (honoraires, intérêts, frais engagés lors de la minimisation des dommages, dommages moraux, lettres de recommandation, etc.)